

## Secteurs d'Information sur les Sols (SIS)



Figure 1: Un exemple de secteur d'information

### Les secteurs d'information sur les sols (SIS) Un nouvel outil d'information

Deux siècles d'activités industrielle ont laissé en France des pollutions de sols susceptibles de présenter des risques sanitaires, notamment lors de la reconstruction d'anciennes zones industrielles en zones résidentielles ou de services.

Compte tenu des enjeux de réhabilitation de ces sites, la politique française de gestion des sites et des sols pollués a été renforcée par la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) du 24 mars 2014. Elle prévoit l'élaboration par l'État, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2019, des Secteurs d'Information sur les Sols (SIS) sur les sites pollués susceptibles de présenter des risques, notamment en cas de changement d'usage.

Les dispositions relatives aux SIS simplifient l'information des populations sur la pollution des sols et garantissent de la comparabilité entre les usages potentiels et l'état des sols afin de préserver la sécurité, la santé et l'environnement.

Une fois publiés par décret préfectoral, les SIS sont annexés au plan local d'urbanisme (PLU) ou au document d'urbanisme tenant lieu ou à la carte communale... Un terrain répertorié en SIS impose :

- au propriétaire ou bailleur, d'informer l'acquéreur ou le locataire que le logement qu'il projette d'acheter ou de louer est situé dans une zone présentant une pollution des sols, l'information se fait par la remise de l'état des Servitudes « Risques » et d'information sur les Sols (ESSRS)

- à un aménageur, la réalisation d'études de sol et la prise en compte des mesures de gestion de la pollution de cette étude dans la conception du projet de construction ou d'aménagement afin de garantir la sécurité, la santé et l'environnement.

La création d'un SIS ne remet pas en cause les éventuels aménagements existant sur les sols sous réserve de la prise en compte des conclusions des études des sols précédemment réalisées et sans modification des constructions existantes.

Puis, largement, les SIS sont consultables par le public sur le portail internet dédié aux risques



### Les secteurs d'information sur les sols (SIS) Quels sont les terrains concernés ?

Les SIS recensent les terrains où la pollution existe du sol jusque, notamment en cas de changement d'usage, la réalisation d'études de sols et sa prise en compte dans les projets d'aménagement. Pour être répertorié en SIS, un terrain doit donc avoir fait l'objet d'investigations spécifiques démontrant la présence de pollution dans les sols.

Les terrains pollués visés par les SIS sont ceux de plusieurs sources et types de données (historiques) gérées par différents ministères, établissements publics, services de l'État ou collectivités. Les terrains sont ainsi répertoriés en SIS lorsque les informations contenues dans ces sources et bases de données ont été d'une pollution des sols avérée.

Les anciens sites industriels sur lesquels une activité potentiellement polluante aurait été exercée (sites issus de BASIAS, base des Inventaires historiques des sites industriels et activités de services disponibles sur le site <http://www.geoportail.gouv.fr/dossiers/basias/>) ne sont pas automatiquement en SIS. En effet, BASIAS ne donne les sites industriels susceptibles d'avoir engendré une pollution. Ces sites ne présenteraient donc pas nécessairement de pollution avérée.

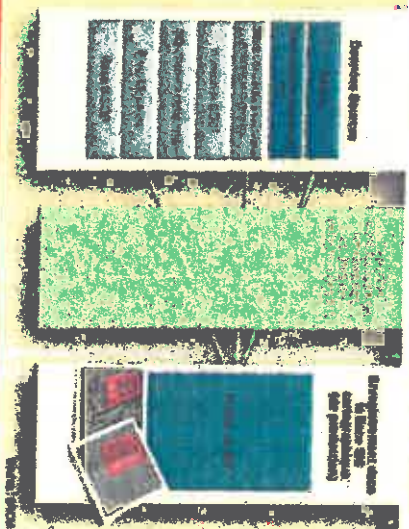
La cartographie descriptive et synthétique pour répertorier un terrain en SIS est l'annexe d'une pollution historique, quand bien même cette pollution aura été gérée par des mesures constructives (dées sanitaires, arçades...).

Par ailleurs, sont exclus du dispositif :

- les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) en exploitation, les installations nucléaires de base (INB) et les terrains à pollution hydrocarbures liés aux engins et engins de guerre ;

- les terrains pour lesquels les risques liés à la pollution des sols sont déjà gérés par des dispositions d'urbanisme (comme une servitude d'utilité publique arçade à un document d'urbanisme).

#### Elaboration des SIS par les services de l'Etat



## Les secteurs d'information sur les sols (SIS)

### Quelle différence entre SIS et servitude d'utilité publique (SUP)?

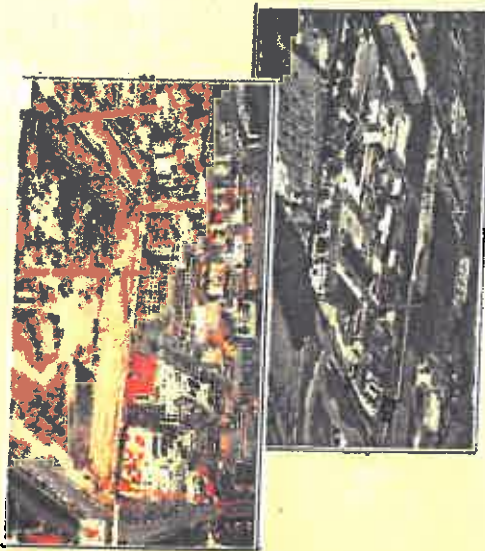
Bien que les SIS et les servitudes d'utilité publique (SUP) soient, tous deux, indiqués dans les documents d'urbanisme, les travaux de ces actes administratifs restent toutefois sensiblement différentes.

Les SIS visent l'information du public et la comparabilité entre l'état des sols et l'usage prévu.

Les SUP, qui ont également pour objectif l'information du public, tiennent des restrictions ou restrictions concernant l'usage et/ou la modification du sol. Par ailleurs, les modalités d'habilitation ainsi que les principes de mise en œuvre sont différents.

En matière de pollution des sols, la SUP intervient plus particulièrement à l'égard d'opérations de dépollution dans le cadre de la protection de mise protection de l'environnement. L'usage du sol et la pollution résiduelle sont donc connus au moment de la création de la servitude d'utilité publique. La SUP s'attache donc à définir les restrictions ou limitations concernant l'usage et/ou la modification du sol pour garantir la santé.

A contrario, un SIS ne définit en soi aucune restriction ou limitation concernant l'usage et/ou la modification du sol mais tend plutôt à informer la population résiduelle et l'usage envisagé.



## Les secteurs d'information sur les sols (SIS)

### Quelles contraintes pour un terrain en SIS?

Pour les propriétaires et bailleurs

L'information préalable des locataires ou acheteurs d'un bien situé sur un terrain répertorié en SIS est obligatoire.

L'acte de vente ou de location atteste de l'accomplissement de cette formalité. Si elle n'est pas respectée et en cas de découverte d'une pollution rendant impropre la destination du terrain, l'acquéreur ou le locataire peut demander la résiliation du contrat ou des réparations, dans les deux ans suivant la découverte de la pollution. L'acquéreur peut aussi demander la réhabilitation du terrain aux frais du vendeur lorsque le coût de cette réhabilitation ne paraît pas disproportionné par rapport au prix de vente.

Pour l'aménageur

Lorsqu'un terrain répertorié en SIS fait l'objet d'un projet soumis à permis de construire ou d'aménager, le maître d'ouvrage doit dans le dossier de demande de permis une déclaration garantissant la réalisation de cette étude des sols et de sa prise en compte dans la conception du projet de construction ou de lotissement. Cette attestation est établie par un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués ou équivalent. Ainsi, les conséquences d'une pollution sont systématiquement prises en compte lors des aménagements successifs des terrains répertoriés en SIS.

Pour les communes et établissements publics de coopération intercommunale

Lors de l'examen du dossier de demande de permis de construire ou d'aménager, les collectivités s'assurent de la production de l'attestation émise par le bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués ou équivalent, justifiant de la prise en compte de la pollution des sols dans la conception du projet. Le dossier est jugé incomplet en l'absence de cette attestation.



Source: MARS

## Les secteurs d'information sur les sols (SIS)

### Comment sont mis en œuvre des Secteurs d'Information sur les Sols (SIS)?

La réglementation prévoit que le préfet de département arrête par commune un ou plusieurs projets de création de SIS, après consultation d'une durée de 6 mois des communes concernées, l'information des propriétaires et consultation du public.

À partir de 2018, le préfet délègue effectivement la mise des SIS, notamment sur la base des informations relatives à l'état des sols qui lui sont communiquées par le maître, le président de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) ou le propriétaire d'un terrain désigné répertorié en SIS. Ces mises à jour sont soumises à consultation aux maires et EPCI de la même façon que lors de la création initiale des SIS. Ce délai de consultation est toutefois réduit à deux mois.

### Pour approfondir

Références réglementaires

- Article 73 de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'école, au logement et un urbanisme rénové (AULRL), codifié à l'article L.125-6 du code de l'environnement (Journal officiel du 26 mars 2014).
- Décret n° 2015-1353 du 26 octobre 2015 relatif aux secteurs d'information sur les sols prévus par l'article L.125-6 du code de l'environnement et portant diverses dispositions sur la pollution des sols et les règles relatives, notamment, aux articles R.125-41 et suivants du code de l'environnement (Journal officiel du 28 octobre 2015).

Ces textes sont disponibles sur <http://www.legifrance.gouv.fr>

Site internet du ministre chargé de l'environnement : <http://www.ecologie.gouv.fr/sites-et-sols-et-articles>

Site Internet GéoFrance : Dossier thématique « Pollution des sols, SIS et anciens sites industriels » :

<http://www.geo-france.gouv.fr/dossier-pollution-des-sols-et-anciens-sites-industriels>



Source: MARS